Notes de l'Ifri
Russie.Nei.Visions 116

Deux amis dans le besoin : où va le partenariat stratégique russo-indien ?

Alekseï ZAKHAROV

Octobre 2019

Centre Russie/NEI

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Note réalisée dans le cadre de l'« Observatoire Russie, Caucase et Europe orientale », avec le soutien de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), ministère des Armées.

ISBN : 979-10-373-0074-4
© Tous droits réservés, Ifri, 2019
Couverture : © Kremlin.ru

Comment citer cette publication :
Alekseï Zakharov, « Deux amis dans le besoin : où va le partenariat stratégique russo-indien ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 116, Ifri, octobre 2019.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15–FRANCE

Tel. : +33 (0)1 40 61 60 00–Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

Email : accueil@ifri.org

Site internet : Ifri.org

Russie.Nei.Visions

Russie.Nei.Visions est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques que politiques et économiques.

Auteur

Alekseï Zakharov est chercheur à l'Institut d'études orientales de l'Académie des sciences de Russie. Il est titulaire d'un doctorat en histoire de l'Université d'État de Saratov. Ses recherches portent sur la politique étrangère de l'Inde, les relations russo-indiennes et indo-américaines, ainsi que sur la géopolitique de l'Asie du Sud en général. Il participe régulièrement au club de discussion Valdaï et au Russian International Affairs Council (RIAC). En 2017-2018, M. Zakharov était chercheur invité à l'Observer Research Foundation (ORF) et à l'Institut d'études et d'analyses de la défense (IDSA), deux *think tanks* indiens basés à New Delhi.

Parmi ses dernières publications :

- « India-Russia Summit: Reading between the Lines », *Extraordinary and Plenipotentiary Diplomatist*, vol. 6, n° 10, octobre-novembre 2018, pp. 40-42.
- « The Arithmetic of India-US Relations and the Russian Factor », *IDSA Comment*, 17 octobre 2018.
- « Exploring New Drivers in India-Russia Cooperation », *ORF Occasional Paper*, n° 124, octobre 2017.

Résumé

Dans un contexte où l'Asie du Sud est devenue un terrain de conflit géopolitique entre puissances mondiales et régionales, cet article étudie les dernières évolutions dans les principaux domaines de la relation bilatérale russo-indienne. Bien que certains éléments de la « vieille amitié » entre les deux pays persistent, leurs échanges commerciaux, économiques, scientifiques et culturels sont relativement faibles. En outre, leurs visions politiques des processus régionaux en Asie du Sud ne sont pas toujours alignées. Leur partenariat stratégique se concentre essentiellement sur les secteurs de la défense et de l'énergie. Cependant, même si la coopération russo-indienne semble limitée, la relation bilatérale a jusqu'à présent résisté à plusieurs défis internes et externes, de l'instabilité des années 1990 aux sanctions américaines adoptées contre la Russie, qui, depuis 2018, représentent un problème majeur aussi bien pour Moscou que pour New Delhi.

Sommaire

INTRODUCTION 5

LA CONNEXION 4G : GÉOPOLITIQUE, GOUVERNANCE GLOBALE ET GESTES DE BONNE VOLONTÉ 7

La coopération Moscou-New Delhi dans le cadre des BRICS, du RIC et de l'OCS 10

Soft power : le chaînon manquant 17

COOPÉRATION DE DÉFENSE : LA NOUVELLE DONNE 20

LES LIENS ÉCONOMIQUES : L'ÉNERGIE ET RIEN D'AUTRE ? 25

Les échanges bilatéraux 26

La coopération énergétique 28

Vers une utilisation croissante des devises nationales dans les transactions 29

CONCLUSION 34

Introduction

L'amitié entre la Russie et l'Inde a survécu à plusieurs périodes difficiles, de la guerre froide et l'effondrement de l'Union soviétique à l'émergence d'un nouvel ordre international où la nature des relations bilatérales a considérablement évolué. Par le passé, l'Inde avait absolument besoin du soutien de l'URSS, du fait de sa confrontation avec la Chine, de ses guerres contre le Pakistan et de sa consommation de pétrole brut. Aujourd'hui, elle surpasse la Russie sur de nombreux plans, notamment économique. L'Inde contemporaine est un pays aux ambitions planétaires qui cherche à conserver sa position dominante en Asie et à obtenir la place qui lui revient de droit dans le monde. Le fait que Moscou ait toujours soutenu les aspirations internationales de New Delhi est un élément important de la relation bilatérale. Bien que la Russie n'ait toujours pas élaboré de ligne politique globale à l'égard de l'Asie, ses liens avec l'Inde reposent sur une interaction durable dans des domaines tels que la gouvernance mondiale et la coopération en matière de défense et d'énergie.

Cette note analyse l'état actuel de la coopération politique et économique russo-indienne. La relation bilatérale se trouve aujourd'hui à un moment charnière. En 2014, après l'introduction du premier cycle de sanctions américaines, la Russie a commencé à se tourner vers l'Asie afin de tenter de pénétrer de nouveaux marchés et de nouer de nouveaux partenariats. Ce « pivot vers l'Asie » l'a rapprochée des puissances régionales : la coopération avec la Chine, en particulier, a beaucoup progressé. La Russie s'est aussi appliquée à renforcer ses relations bilatérales avec le Japon et la Corée du Sud et de se rapprocher des États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). En outre, ses relations avec le Pakistan ont considérablement évolué au cours des cinq dernières années. En revanche, Moscou semblait tenir sa relation avec New Delhi pour acquise. La Russie continue d'envisager l'Inde à travers le prisme du partenariat de défense et de l'interaction dans des forums multilatéraux, mais les projets visant à étendre les relations bilatérales au-delà des sphères de collaboration traditionnelles ne se sont toujours pas concrétisés. Pour sa part, depuis 2014, l'Inde a renforcé ses relations avec différentes régions du monde. Même si son voisinage immédiat reste une priorité absolue, sa coopération avec les États-Unis a

---

Traduit de l'anglais par Boris Samkov.

pris une importance majeure au niveau mondial, au grand dam de la Russie. En outre, l'Inde a fait évoluer ses rapports avec l'Union européenne (UE), le Japon, la Corée du Sud, Israël, l'Arabie Saoudite, etc. Dans ce contexte, la relation russo-indienne a perdu de son dynamisme.

Le partenariat stratégique entre Moscou et New Delhi traverse actuellement une période d'incertitude. Les deux pays ont certes pris conscience de la nécessité de maintenir une coopération bilatérale soutenue, mais sont contraints à un équilibrisme délicat dans leurs politiques étrangères respectives. De fait, la dynamique future de leurs relations dépendra en grande partie de facteurs externes, en particulier de l'état du dialogue russo-américain et de l'environnement géopolitique général en Eurasie, où la Chine cherche à imposer sa propre vision. Comment les deux États vont-ils réagir aux grandes tendances mondiales ? L'évolution du contexte international conduira-t-elle Moscou et New Delhi à s'associer plus étroitement ou, au contraire, à prendre leurs distances ? Les sanctions américaines affaibliront-elles davantage leur coopération militaire, ou pousseront-elles la Russie à déployer plus d'efforts pour préserver son client traditionnel ? Enfin, l'amitié ancienne qui lie ces deux pays permettra-t-elle de surmonter les différences qui existent entre leurs politiques régionales respectives ?

La connexion 4G : géopolitique, gouvernance globale et gestes de bonne volonté

Historiquement, l'Union soviétique a soutenu l'Inde sur plusieurs dossiers délicats, notamment le statut du Cachemire et les conflits indo-pakistanais. Au cours des années 1950 et 1960, Moscou a bloqué les résolutions du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU) sur le Cachemire présentées par le bloc occidental, qui était à cette époque favorable au Pakistan. La constance de la position soviétique sur cette question cruciale pour l'Inde a jeté les bases d'une coopération élargie entre les deux pays. En 1971, Moscou et New Delhi ont signé le Traité de paix, d'amitié et de coopération, qui impliquait pratiquement une alliance et offrait à l'Inde une grande marge de manœuvre dans le conflit alors en cours au Pakistan oriental. Tout en partageant une perspective stratégique similaire et, par conséquent, des positions proches sur les questions internationales pendant la période de la guerre froide, l'Union soviétique et l'Inde avaient des points de vue très divergents sur le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et sur l'intervention soviétique en Afghanistan en 1979. Cependant, ces divergences demeuraient à l'écart du domaine public et étaient aplanies au plus haut niveau politique[1].

Au début des années 1990, le partenariat entre Moscou et New Delhi a cessé d'être exclusif, la Russie commençant à se tourner vers l'Ouest tandis que l'Inde était elle aussi contrainte de rechercher de nouveaux alliés. Les auteurs du nouveau Traité d'amitié et de coopération signé en janvier 1993 avaient renoncé à certaines clauses sécuritaires importantes, ce qui traduisait une transformation radicale de la situation géopolitique, notamment la réorientation de Moscou vers Washington et son intention d'améliorer ses relations avec Pékin. En outre, l'Inde était préoccupée par la montée des sentiments anti-indiens parmi certains représentants de l'élite russe, comme le ministre des Affaires étrangères de l'époque, Andreï Kozyrev, ainsi que par l'ouverture de la Russie au Pakistan.

---

1. N. Unnikrishnan, « The Enduring Relevance of India-Russia Ties », *ORF Issue Brief,* n° 179, mai 2017, p. 2, www.orfonline.org.

La relation russo-indienne a cependant résisté aux turbulences des années 1990 et s'est consolidée avec la signature, en octobre 2000, de la Déclaration de partenariat stratégique. Au XXIe siècle, elle est devenue plus durable et plus prévisible. Les deux pays n'ont pas eu de différends sérieux et ont adopté des positions communes sur plusieurs grands dossiers mondiaux et régionaux. L'Inde soutient traditionnellement les initiatives de la Russie aux Nations unies et s'abstient lors des votes sur les résolutions allant à l'encontre des intérêts de Moscou. Elle a ainsi appuyé la politique du Kremlin dans la crise syrienne et, malgré la pression des États-Unis, a refusé de critiquer l'action russe en Ukraine. La situation est toutefois plus nuancée concernant les intérêts russes et indiens en Asie du Sud, en particulier dans le cadre de la crise afghane.

Longtemps, Moscou et New Delhi ont adopté des approches similaires face aux talibans et partagé la même vision de la manière dont la crise afghane devait être résolue. Au cours des années 1990 et 2000, la Russie et l'Inde convergeaient, avec l'Iran, sur au moins deux points essentiels concernant l'Afghanistan. Premièrement, les trois pays envisageaient les États-Unis comme un acteur indésirable dans la région. Deuxièmement, ils considéraient les talibans comme une menace pour leur sécurité intérieure[2]. Néanmoins, à partir de 2013, la position de la Russie sur l'Afghanistan, et notamment sur les talibans, a commencé à évoluer, parallèlement à la dégradation de sa relation avec les États-Unis. Elle s'est tournée vers le Pakistan, puis a établi des « contacts limités » avec les talibans. La Russie continue aujourd'hui à percevoir la situation en Afghanistan sous l'angle de l'environnement sécuritaire en Asie centrale et de ses conséquences pour son propre territoire national. Cependant, la principale force à laquelle elle s'oppose en Afghanistan est désormais l'État islamique, dont les militants, selon des responsables russes, sont présents sur le sol afghan. De son côté, l'Inde a toujours prôné la « tolérance zéro » à l'égard des groupes terroristes. Elle concentre principalement ses efforts sur la menace de radicalisation en Asie du Sud, tout particulièrement au Cachemire. New Delhi redoute qu'une reprise de Kaboul par les talibans ne permette à ces derniers d'imposer leur idéologie de califat islamique non seulement sur le territoire afghan, mais aussi au-delà de ses frontières, notamment au sein de la population musulmane du Jammu-et-Cachemire.

Un autre défi important pour New Delhi est d'empêcher Islamabad de peser encore davantage sur la situation intérieure en Afghanistan. À cet égard, l'Inde s'est irritée du rapprochement de la Russie avec le Pakistan et les talibans. Toutefois, malgré ces divergences, les deux parties ont su

2. A. Paliwal, « New Alignments, Old Battlefield », Carnegie India, juin 2017, p. 2-3, https://carnegieendowment.org.

maintenir des relations étroites sur le dossier afghan. Celui-ci fait l'objet d'entretiens réguliers entre les dirigeants des deux États, leurs conseillers pour la sécurité nationale, les ministres des Affaires étrangères et d'autres responsables de divers niveaux. L'Inde participe au « format de Moscou », un mécanisme lancé par la Russie en avril 2017 pour permettre à toutes les parties prenantes de débattre de la crise afghane. Il faut souligner que la mise en place de ce mécanisme découle des consultations trilatérales russo-sino-pakistanaises de décembre 2016 sur la situation sécuritaire en Afghanistan. Cette réunion avait suscité l'indignation à New Delhi et à Kaboul, et attiré l'attention des experts indiens sur le renforcement de l'axe Russie-Chine-Pakistan[3]. En novembre 2018, lorsque des représentants des talibans ont participé pour la première fois aux discussions menées dans le cadre du format de Moscou, l'Inde a envoyé une « délégation non officielle » de diplomates en retraite pour réitérer sa fermeté à l'égard des groupes terroristes ; pour autant, elle n'a pas claqué la porte du mécanisme de négociations promu par la Russie. Les pourparlers directs avec les talibans engagés par l'administration Trump et l'engagement du président américain à retirer ses troupes d'Afghanistan ont encore ajouté de l'incertitude à la crise. Ils ont légèrement rapproché Moscou et New Delhi sur ce dossier, bien que l'Inde ne partage toujours pas l'approche de la Russie en matière de négociation avec les talibans.

Depuis le début de sa confrontation actuelle avec l'Occident, Moscou a renforcé son interaction avec Pékin. D'un point de vue stratégique, ce rapprochement constitue un signal inquiétant pour New Delhi, dans la mesure où l'Inde considère l'essor de la Chine comme un défi majeur pour sa sécurité nationale. Bien que la Russie ait essayé de suivre une politique équilibrée entre la Chine et l'Inde, ses rapports avec Pékin représentent aujourd'hui le principal élément de son « pivot vers l'Asie ». La composante militaire croissante de la coopération sino-russe – illustrée par la fourniture d'armes russes sophistiquées à la Chine et par la conduite d'exercices militaires conjoints à grande échelle – accroît encore l'inquiétude indienne en matière de sécurité.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Narendra Modi en 2014, l'Inde accorde une importance majeure à ses relations avec les États-Unis. Le renforcement de la coopération stratégique entre New Delhi et Washington dans les domaines liés à la défense et à la sécurité, qui s'est notamment traduit par la signature de plusieurs accords militaires majeurs[4], préoccupe

3. H. V. Pant, « Will Russia-China-Pakistan Axis Leave India Out of Afghanistan? », *The Quint*, 14 janvier 2017, www.thequint.com

4. L'Inde et les États-Unis ont signé le *Logistics Exchange Memorandum of Agreement* (LEMOA) en 2016 et le *Communications Compatibility and Security Agreement* (COMCASA) en 2018. En outre, les négociations sur le *Basic Exchange and Cooperation Agreement* (BECA) sont bien

Moscou. L'Inde considère les États-Unis comme un facteur d'équilibre vis-à-vis de la Chine, en particulier au regard de la montée en puissance chinoise en Asie du Sud. En outre, elle a renforcé ses relations avec d'autres pays de la zone indopacifique et est devenue partie intégrante du Dialogue sur la sécurité quadrilatérale (Quad)[5] et de divers formats trilatéraux dans la région réunissant les États-Unis, le Japon et l'Australie. Cependant, l'Inde hésite à transformer ses relations avec les États-Unis et d'autres partenaires en alliance à proprement parler. Sa réticence à élever son niveau de coopération avec les membres de la Quad en fournit une illustration.

L'année 2018 a été marquée par une relance de la politique étrangère de l'Inde, illustrée par les rencontres de Narendra Modi avec Xi Jinping à Wuhan et avec Vladimir Poutine à Sotchi, ainsi que par le discours que le premier ministre a prononcé dans le cadre du dialogue de Shangri-La. Ces trois événements ont montré la détermination de l'Inde à poursuivre une politique étrangère équilibrée afin de bénéficier au maximum de sa coopération avec toutes les grandes puissances et d'éviter d'entrer en conflit avec elles. Parallèlement à l'établissement de liaisons maritimes dans la zone indopacifique, l'Inde cherche à accroître sa présence en Eurasie. Dans cette perspective, elle a tout intérêt à renforcer ses relations avec la Russie et avec la Chine. Pour sa part, la Russie promeut depuis 2016 l'idée de « Grande Eurasie », une vision qui implique une intégration plus étroite de l'Inde dans la région. Des formats tels que les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) et le groupe Russie-Inde-Chine (RIC) permettent à New Delhi et Moscou d'élaborer des positions communes sur des questions d'importance mondiale et régionale.

La coopération Moscou-New Delhi dans le cadre des BRICS, du RIC et de l'OCS

En cette période où l'image de la Russie sur la scène internationale s'est considérablement dégradée, les BRICS lui offrent un forum précieux pour exposer sa vision du monde et sa position sur les dossiers les plus brûlants. Même si la raison d'être première des BRICS est de peser sur l'ordre

avancées. Tous ces accords visent à faciliter l'interopérabilité des forces indiennes et américaines. Le COMCASA et le BECA ouvrent la voie à la fourniture à l'Inde d'équipements militaires américains de pointe.

5. Le Dialogue quadrilatéral de sécurité (QSD ou Quad) est un forum rassemblant l'Inde, les États-Unis, le Japon et l'Australie, né en 2007 à l'initiative du Premier ministre japonais Shinzo Abe. Ce groupe a été remis à l'honneur en 2017 quand le concept de zone indopacifique est devenu partie intégrante de la Stratégie de sécurité nationale des États-Unis. Les membres de la Quad se sont alors réunis à Manille, aux Philippines, à la veille d'un sommet de l'ASEAN.

économique international et d'assurer le développement économique de leurs États membres, la Russie se concentre essentiellement sur les aspects politiques des discussions au sein du groupe. Plusieurs initiatives russes reflétées dans les déclarations des BRICS revêtent une dimension nettement politique. Par exemple, la Russie a activement promu les accords sur la cybersécurité et le développement de la coopération spatiale entre les États membres. Elle a également obtenu l'approbation, par les autres membres des BRICS, de son action en Syrie, une question à laquelle elle accorde la plus haute importance. Les BRICS représentent donc pour Moscou un moyen appréciable de légitimer certaines de ses initiatives de politique étrangère[6].

La Russie et l'Inde promeuvent toutes deux un monde multipolaire, « un ordre international équitable, démocratique et représentatif[7] », et une gouvernance mondiale inclusive et transparente prenant en compte « les intérêts de tous les membres de la communauté internationale[8] ». Leur appartenance au groupe des BRICS, dont l'un des objectifs majeurs est de restructurer l'ordre politique et économique international, facilite l'élaboration d'une vision commune des principes de la gouvernance mondiale. Cependant, Moscou et New Delhi perçoivent différemment la manière dont le « monde multipolaire » devrait être organisé et gouverné. Leurs priorités en matière de politique étrangère découlent de préoccupations sécuritaires différentes. Le « monde polycentrique » que souhaite la Russie serait délivré de la suprématie américaine, tandis que le « monde multipolaire » cher à l'Inde serait libéré de l'hégémonie chinoise en Asie et au-delà. Même lorsque l'Inde souscrit à l'engagement des BRICS de créer un nouveau système international, elle ne s'oppose pas à l'Occident pour autant. Globalement, l'Inde voit dans les BRICS une plate-forme géoéconomique plutôt qu'un mécanisme de décision politique. Cela ne l'empêche toutefois pas de profiter des BRICS et d'autres formats multilatéraux pour renforcer sa coopération avec les pays en développement et pour élargir son influence à l'international. Par ailleurs, l'Inde utilise les réunions des BRICS pour mettre en avant ses préoccupations en matière de lutte contre le terrorisme. Par exemple, le sommet de Xiamen en 2017 a été décrit comme un succès de la diplomatie indienne car la déclaration finale des États membres mentionnait un

6. S. Saran, « From Cold War to Hot Peace: Why BRICS Matters », The Lowy Institute/ *The Interpreter*, 13 juillet 2015, www.lowyinterpreter.org.
7. « 10th BRICS Summit Johannesburg Declaration », Ministère indien des Affaires étrangères, 26 juillet 2018, www.mea.gov.in.
8. « Saint Petersburg Declaration by the Russian Federation and the Republic of Indiab: A Vision for the 21st Century », Présidence de la Fédération de Russie, 1er juin 2017, http://en.kremlin.ru.

certain nombre d'organisations terroristes, y compris deux groupes basés au Pakistan, Lashkar-e-Taiba et Jaish-e-Mohammad[9].

De toute évidence, les réunions des cinq pays offrent à New Delhi l'occasion de resserrer ses liens avec Moscou et, malgré les tensions géopolitiques, avec Pékin. La relation complexe entre la Russie, l'Inde et la Chine, qui demeure au cœur du forum BRICS, se déploie également dans le forum trilatéral distinct Russie-Inde-Chine (RIC).

Les réunions du RIC, qui consistent en des discussions sur les questions régionales et mondiales, ont été mises sur pied en 2003, quand les ministres des Affaires étrangères des trois pays se sont rencontrés pour la première fois en marge de l'Assemblée générale des Nations unies. Bien que l'ancien premier ministre russe Evguéni Primakov vît à l'origine dans ce groupe un « triangle stratégique », les réunions trilatérales n'ont jamais abouti à la naissance d'un format véritablement *stratégique*. Premièrement, l'Inde et la Chine se sont montrées réticentes à transformer ce forum en un véritable bloc. Deuxièmement, les différends entre New Delhi et Pékin ont souvent pesé sur les interactions au sein du groupe RIC, empêchant le renforcement de la relation trilatérale. Dans la mesure où les intérêts de ses membres divergent parfois sensiblement, toute réunion du RIC force les participants à se livrer au délicat exercice de la recherche d'un terrain d'entente et de la préservation d'un équilibre satisfaisant.

On peut cependant souligner que Moscou, Pékin et New Delhi ont jusqu'à présent fait preuve d'une régularité impressionnante dans l'organisation de ces réunions trilatérales. En effet, quinze consultations consécutives ont été tenues depuis 2003. La Russie a toujours été désireuse de rapprocher ses deux grands partenaires asiatiques. On l'a tout particulièrement remarqué en 2017 quand le bras de fer entre l'Inde et la Chine sur le plateau du Doklam[10] a finalement été résolu quelques jours à peine avant un sommet des BRICS. La ligne équilibrée adoptée par Moscou à l'égard de ses deux partenaires a été couronnée de succès, et lui a permis de conserver de bonnes relations avec chacun d'eux. Fin 2017, les trois pays ont d'ailleurs organisé une réunion à l'échelle ministérielle à New Delhi. Cependant, les propos du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï

9. « BRICS Leaders Xiamen Declaration », Ministère indien des Affaires étrangères, 4 septembre 2017, http://mea.gov.in ; S. Mukharji, « Getting China on Board in Naming Pak Terror Groups Is a Diplomatic Triumph », *DailyO,* 7 septembre 2017, www.dailyo.in.

10. Durant l'été 2017, les troupes indiennes et chinoises se sont fait face pendant 73 jours au tripoint entre l'Inde, le Bhoutan et la Chine. Le conflit a éclaté quand une équipe chinoise de construction routière a voulu étendre une route jusqu'au plateau du Doklam (le Dong Lang selon la dénomination chinoise), une zone revendiquée par le Bhoutan. Les troupes indiennes ont bloqué les travaux de construction, ce qui a provoqué un face-à-face tendu entre les armées indienne et chinoise.

Lavrov – qui a réitéré le soutien de la Russie à l'initiative chinoise dite de « La Ceinture et la Route » (Belt and Road Initiative, BRI) et exprimé sa conviction que l'Inde, grâce au talent de ses diplomates et hommes politiques, pourrait également tirer parti du projet sans pour autant sacrifier ses positions de principe[11] – ont été interprétés par la partie indienne comme un alignement de Moscou sur les intérêts chinois (d'autant plus que le projet BRI suscite une grande inquiétude à New Delhi).

En novembre 2018, une réunion au plus haut niveau du RIC s'est tenue en marge du sommet du G20 en Argentine, pour la deuxième fois depuis la création de ce format (les dirigeants de la Russie, de l'Inde et de la Chine s'étaient déjà rencontrés en 2006 à Saint-Pétersbourg). Le fait que le président russe Vladimir Poutine ait pris l'initiative de son organisation illustre l'importance que Moscou attache au forum. Lors de cette réunion, le président russe a souligné l'importance du travail conjoint des trois pays en Eurasie, principalement dans le domaine de la sécurité.

Comme pour les BRICS, la volonté de Moscou de donner de l'importance au format RIC doit être analysée au regard de sa relation tendue avec l'Occident. Le RIC occupe une position unique dans le paradigme de la politique étrangère de la Russie puisqu'il réunit trois grandes puissances eurasiennes et facilite, selon les calculs de Moscou, l'élaboration d'un programme alternatif à celui de l'Occident sur des questions d'importance mondiale. Tout en étant consciente des limites et des résultats modestes obtenus jusqu'ici dans le cadre du RIC, la Russie s'efforce de maintenir des liens étroits avec l'Inde et la Chine, ne serait-ce que pour des raisons symboliques. Dépourvu d'alliés à part entière, Moscou a besoin, pour donner une impulsion supplémentaire à sa politique étrangère, de pouvoir revendiquer le soutien de ses partenaires asiatiques, même si celui-ci n'est exprimé que de façon mesurée.

La Russie a activement soutenu l'adhésion de l'Inde à l'Organisation de coopération de Shanghai, qui est consacrée aux questions sécuritaires. Selon les calculs de Moscou, l'élargissement de l'OCS est une décision importante qui lui permettra de revigorer sa politique eurasienne, y compris sa vision du « Partenariat pour une Grande Eurasie ». En ouvrant l'organisation à de nouveaux membres, Moscou cherche à montrer qu'il entretient d'importants partenariats dans la région et que son « pivot vers l'Asie », qui se déploie dans un contexte marqué par la détérioration de ses relations avec l'Occident, gagne en dynamisme. Dans le même temps, la

11. « Foreign Minister Sergey Lavrov's Remarks at the Vivekananda International Foundation New Delhi », Ministère russe des Affaires étrangères, 11 décembre 2017, www.mid.ru.

Russie et la Chine, qui dominent l'OCS depuis sa création, sont en compétition pour y imposer leur leadership. Elles ont notamment des points de vue différents sur la poursuite de son élargissement. Néanmoins, la Russie soutient les « projets de connectivité » chinois, ce qui permet à Pékin d'utiliser l'OCS pour promouvoir son initiative BRI.

De son côté, New Delhi se méfie de la BRI, dont le projet phare, le corridor économique sino-pakistanais (CPEC), doit traverser le Cachemire occupé par le Pakistan, ce que l'Inde perçoit comme une violation de sa souveraineté et de son intégrité territoriale. Le dernier communiqué en date de l'OCS a mis en évidence pour la première fois l'absence de consensus au sein de l'organisation : l'Inde a été le seul pays membre à ne pas exprimer son soutien à la BRI. L'adhésion du Pakistan et de l'Inde à l'OCS a certes donné davantage d'ampleur à l'organisation ; mais compte tenu des tensions indo-pakistanaises et indo-chinoises, elle a également provoqué de nouvelles divergences en son sein. Toutefois, leur présence commune au sein de l'OCS pourrait permettre aux puissances régionales rivales d'accroître leur niveau d'interaction diplomatique. À Moscou, on estime ainsi que l'OCS élargie pourrait favoriser l'instauration d'un climat sécuritaire plus harmonieux dans la région et l'établissement de « ponts » entre New Delhi et Islamabad, leur permettant, *in fine*, de résoudre leurs différends bilatéraux[12]. Formellement, en adhérant à l'OCS, l'Inde et le Pakistan se sont engagés à agir conformément à l'esprit de Shanghai et à respecter scrupuleusement la charte de l'organisation. L'Article 1 de ce document[13], que tous les États membres ont l'obligation de respecter, souligne l'importance d'un esprit de « bon voisinage ». En outre, l'Inde et le Pakistan ont déjà accru leurs interactions, y compris dans le domaine de la défense, puisque des militaires indiens et pakistanais ont pour la première fois participé aux exercices de lutte antiterroriste conduits en Russie en août 2018 par la Mission de la paix de l'OCS.

Cependant, la crise indo-pakistanaise survenue après l'attentat terroriste de Pulwama le 14 février 2019 a une nouvelle fois montré que la présence des deux pays d'Asie du Sud en son sein était susceptible de fragiliser l'OCS. Leur affiliation à l'organisation, qui promeut des relations saines entre ses États membres et vise à les aider à résoudre leurs différends bilatéraux, semblait prometteuse « sur le papier » ; mais elle n'a abouti à aucun résultat concret sur le terrain. De fait, l'OCS ne pouvait guère peser sur la dynamique du conflit indo-pakistanais. Et il est peu probable qu'elle y parvienne à l'avenir, malgré les discours officiels mettant

12. N. Silaev et A. Sushentsov, « The Old World Revisited: Future of the International Order in Eurasia », Club de discussion de Valdaï, mai 2018, http://valdaiclub.com.
13. « Charter of the Shanghai Cooperation Organization », art. 1, p. 2, http://eng.sectsco.org.

en avant le succès de l'intégration eurasiatique. Le conflit indo-pakistanais n'a même pas été mentionné dans la déclaration commune des ministres des Affaires étrangères du groupe RIC publiée à l'issue de la réunion tenue peu après la montée des tensions entre New Delhi et Islamabad et leurs frappes aériennes réciproques. Le sujet a apparemment été abordé lors des discussions ministérielles, mais la Russie et la Chine ont choisi de ne pas exprimer ouvertement leur soutien à la position indienne. La possibilité d'une médiation entre New Delhi et Islamabad envisagée par les autorités russes ainsi que par certains observateurs semble prématurée, voire fantaisiste. D'une part, la charte de l'OCS interdit de soulever des problèmes bilatéraux dans le cadre de l'organisation[14]. D'autre part, New Delhi refuse qu'une tierce partie s'implique dans le règlement de son contentieux avec Islamabad. Lorsque le conflit militaire entre l'Inde et le Pakistan a éclaté en février 2019, Sergueï Lavrov a laissé entendre que Moscou pourrait assurer une médiation entre les deux pays et accueillir leurs pourparlers. Cette offre a été acceptée par le ministre pakistanais des Affaires étrangères Shah Mahmood Qureshi, qui s'est déclaré prêt à discuter d'un règlement avec l'aide de Moscou[15]. L'Inde, au contraire, a déclaré qu'une telle médiation relevait de la « fiction » et que les deux parties s'arrangeraient sans l'aide d'un quelconque intermédiaire[16].

Les récentes tensions indo-pakistanaises n'ont rien changé au calendrier des forums de l'OCS. Des responsables indiens et pakistanais ont pris part au conseil de sa Structure régionale antiterroriste (RATS) qui s'est tenu à Tachkent (Ouzbékistan) en mars 2019 et à la réunion des ministres de la Défense à Bichkek (Kirghizistan) en avril 2019. En outre, l'Inde et le Pakistan devraient tous deux participer à un exercice de lutte antiterroriste organisé par l'OCS en juin 2019 au Kazakhstan[17]. L'Inde cherche à jouer un rôle politique en Asie centrale et à faire entendre sa voix dans les affaires eurasiennes, de manière à accroître son influence régionale. En outre, son adhésion à l'OCS offre à New Delhi un moyen précieux de s'opposer à Pékin et à Islamabad en exprimant ses préoccupations – qu'il s'agisse de la construction du CPEC ou du terrorisme émanant du territoire pakistanais.

14. P. Stobdan, « China and Russia See SCO as Pivot for India-Pakistan Entente », *The Wire*, 9 juin 2018, https://thewire.in

15. « Telephone Call between Foreign Minister and the Foreign Minister of the Russian Federation », Ambassade du Pakistan en Chine, 1er mars 2019, www.pakbj.org.

16. « Interview of Ambassador of India to Russia D. B. Venkatesh Varma to *Kommersant* », Ambassade de l'Inde, Moscou, 3 mars 2019, https://indianembassy-moscow.gov.in.

17. « India to Take Part in SCO Joint Anti-Terrorism Exercise in 2019 », *The Indian Express*, 16 mars 2019, https://indianexpress.com.

L'Inde apparaît donc comme un membre à part au sein des BRICS, du RIC et de l'OCS, pour au moins deux raisons. Premièrement, contrairement à la Russie et à la Chine, elle ne s'oppose pas à l'Occident ; au contraire, elle cherche à profiter au maximum de son appartenance simultanée à plusieurs formats apparemment opposés tels que, par exemple, les groupes Russie-Inde-Chine (RIC) et États-Unis-Inde-Japon (JAI). Deuxièmement, elle critique ouvertement le corridor économique sino-pakistanais et l'assistance offerte par le Pakistan à certains groupes terroristes. Sur ce dernier point, elle peut sans doute obtenir l'appui de Moscou ; en revanche, la Russie ne soutient pas officiellement la position indienne sur le CPEC, bien qu'elle en comprenne les raisons.

L'interaction dans le cadre des BRICS a produit certains résultats, tels que la création d'institutions financières – notamment la Nouvelle banque de développement (NDB) – et l'allocation de fonds au développement des infrastructures dans les États membres. Au sein de l'OCS, en revanche, la notion même de « partenariat » semble contestable. Seul un règlement des différends opposant les membres de l'organisation pourra changer la donne, mais cela demandera encore beaucoup de temps. Même si l'année 2018 et le début de 2019 ont vu un certain dégel des relations sino-indiennes, la confiance mutuelle entre les deux pays reste à établir. D'une manière générale, les États partageant des conflits territoriaux devront mettre en œuvre des mesures de confiance avant de pouvoir discuter de problèmes de sécurité. Les relations indo-pakistanaises sont d'autant plus complexes que le dialogue diplomatique entre les deux parties, notamment au niveau bilatéral, est quasi inexistant. Ces difficultés n'empêchent pas les États membres de coopérer au sein de l'OCS, mais elles limitent significativement la possibilité d'obtenir des résultats concrets dans ce cadre. Depuis son élargissement, l'OCS semble davantage vouée à afficher la bonne entente de ses membres qu'à atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés. Cependant, pour Moscou, les succès diplomatiques même symboliques offerts par l'organisation, comme la tenue de rencontres régulières avec ses partenaires régionaux, revêtent une grande importance.

Les relations russo-indiennes reposent sur l'histoire de leur longue amitié et de leurs gestes de bonne volonté réciproques. Le rappel de l'ancienneté et de la force de cette relation bilatérale fait partie intégrante de toute interaction officielle entre Moscou et New Delhi. Le souvenir de la période de la « guerre froide » incite les deux capitales à considérer qu'elles pourront toujours compter l'une sur l'autre en des temps troublés. L'amitié russo-indienne survivrait-elle en cas de changements importants du paysage géopolitique ? Jusqu'à présent, Moscou et New Delhi ont su maintenir le dialogue malgré les turbulences mondiales et les divergences

régionales. L'année 2018 a montré que le tumulte géopolitique avait tendance à rapprocher les deux parties plus qu'à les éloigner. Diverses consultations formelles et informelles entre Vladimir Poutine et Narendra Modi, ainsi qu'entre d'autres hauts responsables, ont clairement illustré la solidité de la relation bilatérale.

Cela étant, à quel point les sentiments exprimés par les hommes politiques des deux États sont-ils durables et significatifs ? Au vu de l'emphase des déclarations des deux parties à propos du partenariat stratégique russo-indien, on pourrait s'attendre à ce que des liens politiques, économiques et culturels profonds aient été noués entre les deux pays. En réalité, la relation bilatérale est aujourd'hui moins solide qu'au temps de la guerre froide. La Russie n'exerce pratiquement aucun *soft power* en Inde, et la proximité entre les deux peuples est pratiquement inexistante.

Soft power : le chaînon manquant

À l'époque soviétique, les liens culturels entre les deux pays constituaient l'un des aspects les plus forts de leur relation. La plupart des habitants de l'Union soviétique et de l'Inde étaient conscients de cette amitié, qui se reflétait dans de nombreuses expositions, foires et festivals. Le slogan « Hindi Rusi bhai-bhai » (les Indiens et les Russes sont frères) était connu de tous en Inde et en Union soviétique, y compris de ceux qui ignoraient quasiment tout de l'autre pays, aussi amical que lointain.

La meilleure illustration du *soft power* de Moscou était la fourniture massive et gratuite à l'Inde de littérature soviétique, traduite non seulement en anglais et en hindi, mais également dans les langues indiennes régionales. New Delhi, de son côté, exportait des films de Bollywood, extrêmement populaires parmi le public soviétique et dont ils façonnaient la perception de l'Inde. La diffusion réciproque de la connaissance passait également par la voix académique. Les deux pays avaient mis sur pied un système efficace d'échange d'universitaires, et un grand nombre d'étudiants indiens ont effectué une partie de leurs études en Union soviétique.

Les années 1990 ont été une période difficile entre Moscou et New Delhi, tant pour leur coopération politique et économique que pour leurs relations scientifiques et culturelles. De nombreuses organisations éducatives russes ont cessé de travailler en Inde et la plupart des projets communs dans les domaines académiques, médicaux et artistiques ont été abandonnés. La fourniture de livres russes à l'Inde a été interrompue en raison des graves problèmes financiers rencontrés par Moscou, qui ne

pouvait plus se permettre d'engager des fonds dans des projets culturels non rémunérateurs. La situation qui prévaut aujourd'hui dans ce domaine est encore marquée par ce recul enregistré dans les années 1990. Certes, la Russie et l'Inde accueillent régulièrement des festivals dédiés à la culture de l'autre pays. Par ailleurs, cinq Centres russes pour la science et la culture (créés à l'époque soviétique) continuent de promouvoir la langue russe et plusieurs programmes de bourses pour les étudiants indiens, sous la supervision de l'agence fédérale Rossotroudnitchestvo. En apparence, la coopération universitaire et culturelle semble florissante. En réalité, les liens entre les deux peuples sont aujourd'hui nettement moins profonds qu'à l'époque soviétique. Les « admirateurs » de la Russie en Inde sont essentiellement des étudiants ou universitaires menant des recherches sur la Russie et l'Asie centrale, ou des personnes relativement âgées ayant conservé des souvenirs émus de leurs séjours en URSS. La Russie n'est plus une destination privilégiée pour la jeunesse indienne. Bien que près de 11 000 étudiants indiens soient inscrits dans des universités russes – principalement en médecine –, la plupart des jeunes Indiens ont tendance à poursuivre leurs études dans les pays occidentaux. Le *soft power* indien étant désormais relativement étendu à l'échelle mondiale, les passionnés de l'Inde en Russie se retrouvent non seulement parmi les indologues, mais aussi parmi les adeptes du yoga, de l'ayurveda et des danses indiennes. En revanche, les films de Bollywood ne font plus guère recette en Russie.

Dans le passé, les médias ont joué un rôle fondamental dans la création de représentations positives de l'Inde et de l'Union soviétique au sein de leurs populations respectives. Plusieurs médias soviétiques et indiens avaient des bureaux permanents dans l'autre pays et de nombreux journalistes travaillaient des deux côtés sur un large éventail de questions concernant les relations bilatérales. Actuellement, deux médias russes opèrent en Inde. Le plus important est RT (anciennement Russia Today). Selon une enquête réalisée par Ipsos en 2015, RT compterait environ 7 millions de téléspectateurs de langue anglaise par semaine en Inde[18]. Ce nombre peut paraître élevé, mais en termes de popularité et d'influence en Inde, RT est devancée par d'autres chaînes étrangères comme la BBC, CNN et France 24. RT doit encore gagner la sympathie des téléspectateurs indiens, et la dégradation de son image à l'international rend la tâche plus difficile. À l'inverse de RT, Sputnik, l'autre agence d'information russe à vocation mondiale, dispose d'un bureau de correspondants à New Delhi. Si RT cherche davantage à présenter la vision russe des affaires internationales, Sputnik traite des actualités indiennes, malgré la faiblesse

18. « RT Watched by 70mn Viewers Weekly, Half of Them Daily – Ipsos Survey », RT, 10 mars 2016, https://www.rt.com.

de son expertise en la matière et, par conséquent, la qualité médiocre de sa couverture. En 2015, Sputnik, qui a pris la suite de La Voix de la Russie, a lancé une radio, ainsi qu'un site Web, en hindi. Cependant, tous deux ont rapidement été fermés par manque d'audience et seule la version anglophone de Sputnik y est consultée. Pour sa part, l'Inde n'a pas de bureaux de médias ni même de journalistes basés en permanence en Russie. Contrairement aux médias russes, la plupart des médias indiens sont financés par des fonds privés et considèrent qu'il ne serait pas rentable d'investir dans des bureaux en Russie.

Ainsi, près de trente ans après l'effondrement de l'Union soviétique, la Russie et l'Inde ne sont pas parvenues à tisser des liens scientifiques et culturels étroits. La connaissance de l'autre pays et le souvenir de leur amitié demeurent chez ceux qui ont grandi entre les années 1960 et les années 1980. En revanche, les jeunes générations d'Indiens et de Russes s'intéressent beaucoup moins les uns aux autres. Le peu d'attention portée par les médias des deux pays au « partenaire stratégique » ne permet pas d'inverser cette tendance. Dans une large mesure, les deux États sont responsables de cet affaiblissement des liens entre leurs populations. L'Union soviétique avait inspiré les dirigeants indiens, ainsi que de nombreux Indiens ordinaires, par son idéologie et ses réalisations économiques et culturelles. La Russie actuelle semble avoir beaucoup moins à offrir à l'Inde – si ce n'est, peut-être, en matière d'armement.

Coopération de défense : la nouvelle donne

L'Union soviétique était l'un des principaux fournisseurs d'armes de l'Inde. L'établissement de liens politiques étroits entre Moscou et New Delhi dans les années 1950-1960, parallèlement à la décision des États-Unis de suspendre leurs livraisons militaires à l'Inde, a ouvert la voie à l'instauration d'un monopole soviétique sur le marché indien de la défense. La collaboration en matière de défense entre les deux États était d'une ampleur considérable. En particulier, le fait que Moscou accepte de transférer des technologies à l'Inde et que celle-ci effectue le montage sur place a offert à l'Union soviétique (puis à la Russie) un avantage déterminant sur le marché indien par rapport à ses concurrents. Ainsi, en 1961, l'Union soviétique et l'Inde sont parvenues à un accord prévoyant que le MIG-21 serait construit sur le sol indien sous licence. L'armée de l'air indienne a utilisé ces avions de combat dans tous les conflits importants depuis 1963 et continue de les exploiter à ce jour, malgré un bilan sécuritaire mitigé ces dernières années[19]. L'Union soviétique a également contribué au développement de la marine indienne et, en particulier, de la flotte sous-marine. Dans les années 1980, la location à l'Inde du sous-marin nucléaire soviétique K-43, un événement sans précédent à l'époque, a illustré de façon spectaculaire la profondeur de la relation stratégique entre les deux pays.

Bien que Moscou soit le fournisseur traditionnel d'armes et de technologies de l'Inde et que la coopération en matière de défense soit l'un des piliers de leurs relations bilatérales, la Russie semble perdre ses positions sur le marché indien de la défense. L'Inde, qui est l'un des plus gros importateurs d'armes au monde, cherche à diversifier ses partenariats dans ce domaine. Selon le SIPRI, la Russie a représenté 58 % des importations d'armes de l'Inde entre 2014 et 2018. Cette proportion a considérablement diminué par rapport au début des années 2010, où la part de la Russie dans les importations indiennes dépassait 70 %. Israël, les États-Unis et la France ont augmenté leurs livraisons d'armes à l'Inde sur

19. K. Taneja, « The Trouble with India's MIG-21 Fighter Jets », *The New York Times*, 8 août 2013, https://india.blogs.nytimes.com.

la période 2014-2018[20]. Les secteurs de la défense russe et indien demeurent cependant étroitement interdépendants : Moscou reste le principal exportateur d'armes en Inde, qui importe près d'un tiers des exportations d'armes russes[21].

La diversification de l'Inde en matière d'importations d'armes découle non seulement de la nécessité de réduire sa dépendance à l'égard d'un fournisseur unique, mais aussi du dynamisme nouveau de sa politique étrangère. Le renforcement de sa coopération avec les États-Unis et les pays européens (principalement la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne), sa plus grande proximité avec le Moyen-Orient et, notamment, l'ouverture d'un nouveau chapitre dans ses relations avec Israël ont fait évoluer sa conduite en matière d'acquisition d'armements. L'Inde souhaite également se doter d'équipements de pointe pour toutes les branches de ses forces armées. Le déclin des importations d'armes en provenance de Russie, en cours depuis plusieurs années, semble irréversible, d'autant plus qu'il est désormais aggravé par les sanctions que les États-Unis ont prises à l'encontre de la Russie.

La loi CAATSA (*Countering America's Adversaries Through Sanctions Act*) constitue, depuis son adoption en 2017, un obstacle sérieux à la coopération entre la Russie et l'Inde en matière de défense. Elle a pour objectif de punir Moscou pour ses actions en Ukraine et en Syrie, en réduisant la part de la Russie sur le marché mondial de l'armement. Outre l'Inde, des partenaires militaires de premier plan de la Russie tels que la Chine, le Vietnam, l'Indonésie et d'autres ont été touchés par les dispositions de ce texte. Au moment du vote de cette loi par le Congrès américain, puis de sa promulgation par le président Trump le 2 août 2017, Moscou et New Delhi s'apprêtaient à signer plusieurs accords importants en matière de ventes d'armements. La menace des sanctions secondaires a toutefois poussé l'Inde à effectuer des choix stratégiques entre la Russie et les États-Unis, ses deux principaux partenaires. En outre, deux semaines à peine avant le sommet Inde-Russie des 4 et 5 octobre 2018, le département d'État américain a réagi à la vente par la Russie à la Chine d'avions de combat Su-35 et d'équipements liés au système de défense antiaérienne S-400 : Washington a imposé des sanctions au département chinois du développement de l'équipement et à son directeur « pour avoir effectué des transactions significatives » avec des personnes figurant sur la liste des

20. P. D. Wezeman *et al.*, « Trends in International Arms Transfers, 2018 », *SIPRI Fact Sheet*, mars 2019, p. 9, www.sipri.org.
21. *Ibid.*, p. 4.

sanctions[22]. Il s'agissait de la première mise en œuvre de la loi CAATSA contre des tiers ayant traité avec des personnes et des entités russes placées sur « liste noire » américaine. Bien qu'informée du précédent chinois, l'Inde a décidé de ne pas renoncer à l'acquisition de systèmes S-400. Cette acquisition – la plus importante de l'Inde auprès de la Russie depuis plusieurs années – constitue indéniablement une « transaction significative » au sens de la loi CAATSA. New Delhi n'y a pas renoncé car aucun autre pays ne propose de système équivalent. Or, l'Inde a besoin d'une protection antiaérienne efficace en cas de tensions militaires avec la Chine ou le Pakistan. En outre, la finalisation de l'accord sur les S-400 – annoncée très discrètement lors du sommet Modi-Poutine en octobre 2018 – représentait aussi pour New Delhi un moyen de démontrer son indépendance et son « autonomie stratégique » en matière de politique étrangère.

Hormis les S-400, l'Inde a acheté à la Russie quatre frégates de la classe Talwar/Krivak et loué un troisième sous-marin nucléaire. Les deux pays ont aussi négocié plusieurs autres contrats portant sur la fourniture d'hélicoptères Ka-226T et Mi-17, ainsi que sur une licence accordée à l'Inde pour la fabrication de fusils AK-103. New Delhi a également décidé de signer un contrat d'une valeur de près de 2 milliards de dollars pour la production sous licence de 464 chars de combat russes T-90MS[23]. La finalisation de toutes ces transactions s'annonce toutefois complexe, puisque les paiements seront bloqués s'ils sont effectués en dollars américains. Le fait que la formule « transaction significative » soit vague et puisse être appliquée de façon flexible en fonction des intérêts des États-Unis obligera l'Inde à évaluer longuement toute décision dans ce domaine. Chaque transaction avec la Russie nécessitera probablement des négociations visant à convaincre Washington de la nécessité vitale des armes en question pour les forces armées indiennes.

Les sanctions américaines sont venues s'ajouter à la longue liste de griefs que la partie indienne adresse depuis longtemps au secteur de la défense russe : doutes sur la qualité du matériel militaire fourni, longs retards dans l'acheminement de pièces de rechange, divergences sur certains projets communs. L'un de ces projets, bloqué depuis 11 ans – l'avion de combat de cinquième génération (FGFA) –, a finalement été abandonné en raison de l'incapacité des deux parties à s'accorder sur le coût du développement, sur les technologies à utiliser et sur le nombre

22. CAATSA, Section 231 : « Addition of 33 Entities and Individuals to the List of Specified Persons and Imposition of Sanctions on the Equipment Development Department », Département d'État des États-Unis, 20 septembre 2018, https://www.state.gov.
23. « Indian Army to Acquire 464 Russian-Origin Battle Tanks », *Business Today*, 7 mai 2019, www.businesstoday.in.

d'appareils à fabriquer[24]. Compte tenu de tous ces facteurs et de l'évolution générale de la politique étrangère indienne, la Russie craint que sa part sur le marché indien de la défense recule encore davantage à long terme. Certes, l'Inde dépend énormément des fournitures militaires russes car toutes ses armées utilisent des armes et du matériel soviétique ou russe. En outre, Moscou est jusqu'à présent le seul partenaire de l'Inde à partager avec elle des technologies sensibles, ce qui a permis aux entreprises indiennes de produire des missiles BrahMos, des chars T-90 et des avions SU-30MKI. Néanmoins, le rapprochement de l'Inde avec d'autres fournisseurs militaires indique que la coopération en matière de défense entre la Russie et l'Inde pourrait connaître à l'avenir un recul significatif.

Il faut toutefois noter que si les sanctions ont compliqué la mise en œuvre des accords, elles ont également rapproché Moscou de New Delhi en les obligeant à coordonner leurs efforts et à travailler plus rapidement. Les négociations sur les S-400, qui semblent avoir été menées au plus haut niveau, ont démontré la capacité de la Russie et de l'Inde à fonctionner de manière synchronisée face à des pressions externes.

L'organisation régulière d'exercices militaires conjoints fait partie intégrante de la coopération en matière de défense entre la Russie et l'Inde. Depuis 2017, les exercices bilatéraux annuels « INDRA » impliquent les trois armées de chacun des deux pays. Il est significatif que la Russie soit le premier partenaire militaire de l'Inde à organiser avec elle de tels exercices[25]. Ceux-ci reflètent la doctrine indienne relative aux forces armées, qui met l'accent sur la priorité absolue accordée à la cohésion et à l'intégration des forces terrestres, navales et aériennes. En outre, la doctrine appelle à une « interopérabilité complète et efficace » avec d'autres puissances, « grandes et petites », la coopération internationale en matière de défense étant considérée comme un « impératif » pour renforcer la capacité de l'Inde à assumer son « rôle actuel et futur dans le monde[26] ». Dans le cadre de ses engagements internationaux, l'Inde a intensifié sa diplomatie de défense au cours de ces dernières années. Outre l'importation d'équipements étrangers, New Delhi organise désormais de multiples exercices militaires. Il est à noter qu'en 2018, l'Inde a mené des exercices avec les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (États-Unis, Royaume-Uni, France, Russie, Chine) ainsi qu'avec d'autres pays « amis » tels que le Japon, l'Australie, le Vietnam et les pays

24. « India Tells Russia to Go ahead with FGFA Project and Says It May Join at a Later Stage », *The Economic Times*, 13 juillet 2018, https://economictimes.indiatimes.com.
25. Des exercices conjoints indo-américains impliquant les trois armées sont prévus pour la fin 2019.
26. « Joint Doctrine Indian Armed Forces », Bharat Shakti, avril 2017, p. 22, https://bharatshakti.in.

de l'ASEAN. La Russie ne disposait pas d'autant de partenaires, mais les exercices effectués avec deux d'entre eux – la Chine et le Pakistan – ont vivement préoccupé New Delhi. Moscou a expliqué que ces exercices étaient motivés par des facteurs géostratégiques. Il ne fait aucun doute que les manœuvres Vostok-2018 avec la Chine et la Mongolie – les plus importantes pour la Russie depuis la Guerre froide – visaient à envoyer un signal à l'OTAN. Cependant, New Delhi observe avec la plus grande attention l'évolution des liens militaires entre Moscou et Pékin. Des exercices russo-chinois étaient déjà organisés sous différentes formes depuis 2003, mais les exercices militaires russo-pakistanais ne sont devenus une tradition que depuis 2016. Leur premier exercice militaire conjoint, appelé « Amitié », s'est déroulé en septembre 2016, peu après l'attentat terroriste d'Uri en Inde. Selon les déclarations du ministère russe de la Défense[27], ces exercices étaient initialement prévus sur le site de l'école militaire de haute montagne de Rattu (située dans le territoire contesté de la province du Gilgit-Baltistan au Cachemire). Bien que Moscou ait assuré par la suite que cette information était « erronée » et précisé que les exercices auraient lieu sur le terrain d'entraînement de Cherat dans la province du Khyber Pakhtunkhwa au Pakistan[28], l'organisation de ces exercices, la période à laquelle ils ont eu lieu et les incertitudes quant à leur localisation ont provoqué une tension palpable dans les relations russo-indiennes. Au vu de l'éternelle confrontation indo-pakistanaise, les exercices de routine conduits par les forces armées russes et pakistanaises représenteront une source constante de malaise dans la relation entre Moscou et New Delhi.

Les rapports politico-militaires russo-indiens demeurent globalement un point fort de leur lien bilatéral. Cependant, pour que leur partenariat stratégique prospère, il devrait également inclure une dimension économique plus consistante qu'aujourd'hui.

27. « Russian-Pakistani Tactic Exercise Friendship-2016 », Ministère russe de la Défense, 23 septembre 2016, http://eng.mil.ru.
28. « Press Release on Deputy Director of the Information and Press Department Yury Materiy's Reply to a Media Question on the Russia-Pakistan Anti-Terror Exercise », Ministère russe des Affaires étrangères, 23 septembre 2016, www.mid.ru.

Les liens économiques : l'énergie et rien d'autre ?

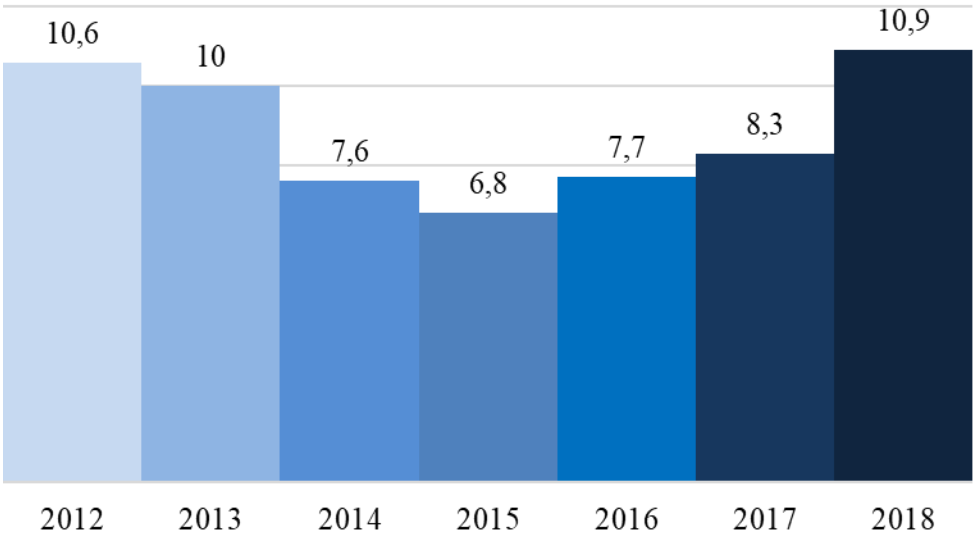
Pendant la « guerre froide », les deux pays ont établi un dialogue économique fructueux, Moscou apportant une assistance technique et financière à l'Inde. Ainsi, plus d'une centaine de « géants » industriels sont nés dans les principaux secteurs de l'économie indienne – pétrole et gaz, industrie sidérurgique et minière – avec le soutien de l'Union soviétique. Jusqu'à son effondrement, celle-ci était le principal partenaire commercial de l'Inde et New Dehli était le principal partenaire commercial de Moscou parmi les pays en développement[29]. La dissolution de l'Union soviétique a porté un coup sévère aux relations commerciales et économiques des deux pays. Depuis, les échanges commerciaux non-stratégiques n'ont jamais constitué un moteur de la relation russo-indienne, qui demeure centrée sur la défense et l'énergie. Les relations commerciales et économiques sont loin d'avoir atteint leur potentiel. Le tableau est encore plus sombre en comparaison de la coopération de l'Inde avec d'autres puissances mondiales. Certes, les rapports économiques entre l'Inde et les États-Unis ne sont pas exempts de problèmes : désaccords sur les tarifs douaniers, différends au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), divergences sur les pratiques en matière de propriété intellectuelle… Les experts des deux pays s'accordent à penser que le volume des échanges de biens et services, qui s'élève annuellement à 115 milliards de dollars, est insuffisant. L'ancien ambassadeur des États-Unis en Inde, Richard Verma, a même déclaré que les deux pays, trop obnubilés par leurs relations de défense, avaient « enregistré une légère sous-performance » pendant des décennies[30]. La relation économique indo-américaine, qui repose sur des échanges commerciaux considérables et multidimensionnels, est toutefois bien plus dynamique que la relation indo-russe. En comparaison, Moscou et New Delhi ne sont absolument pas « performants ».

29. A. Mohanty, *Indo-Russian Relations: From Yeltsin to Putin (1991-2001)*, India Centre, Publisher IKAR, Moscou, 2001, p. 80.
30. A. Pande, « Natural Allies? The India-US Relations from the Clinton Administration to the Trump Era », *Asie.Visions*, n° 104, Ifri, décembre 2018, p. 29-30, www.ifri.org.

Les échanges bilatéraux

Au cours des vingt dernières années, les échanges commerciaux entre la Russie et l'Inde n'ont guère dépassé les 10 milliards de dollars (Graphique 1). Les tentatives visant à promouvoir la coopération entre les entreprises, par exemple à travers l'organisation de sommets spéciaux, n'ont pas encore donné de résultats probants. Malgré l'amélioration progressive du climat des affaires dans les deux pays[31], les entreprises de l'un se montrent réticentes à entrer sur le marché de l'autre et à y effectuer des investissements, à l'exception de quelques domaines spécifiques.

Graphique 1. Volume des échanges commerciaux bilatéraux russo-indiens (2012-2018), en milliards de dollars



Source : Service fédéral des douanes de Russie, http://eng.customs.ru.

La faiblesse relative de la structure et du volume des échanges commerciaux entre la Russie et l'Inde s'explique par plusieurs raisons objectives. Premièrement, les infrastructures de transport reliant les deux pays sont inadaptées, ce qui rend l'acheminement des marchandises long et coûteux et décourage les entreprises d'organiser des livraisons d'un pays à l'autre. Deuxièmement, les entreprises russes présentes sur le marché indien sont principalement contrôlées par l'État, tandis que la plupart des entreprises indiennes appartiennent au secteur privé. Cela complique le

31. « Doing Business 2019 », Banque mondiale, 2019, www.worldbank.org.

processus de négociation en limitant les possibilités de collaboration au niveau des entreprises privées.

Cependant, même les obstacles au resserrement des liens économiques ne suffisent à justifier pleinement que la Russie n'occupe que le 23e rang sur la liste des partenaires commerciaux de l'Inde, et que celle-ci ne soit que le 17e partenaire commercial de la Russie[32]. Hormis le faible intérêt des deux parties à s'engager dans de nouveaux domaines de coopération, la meilleure explication à cette situation réside peut-être simplement dans le fait que les deux pays n'ont rien à s'offrir.

La différence de croissance entre les économies russe et indienne pourrait également affecter leurs relations futures. En 2014, le PIB nominal de chacun des deux pays était d'environ 2 000 milliards de dollars. Depuis, l'économie indienne a continué de croître alors que celle de la Russie a connu un fort déclin. En 2018, le PIB de l'Inde s'élevait à environ 2 600 milliards de dollars, soit 1 000 milliards de dollars de plus que le PIB russe. Même si les deux pays devraient connaître une période de croissance au cours des prochaines années, l'augmentation de 7 à 8 % par an du PIB indien creusera encore l'écart entre leurs économies. À long terme, un tel scénario pourrait placer la Russie et l'Inde dans des catégories différentes. La faible économie russe aura une capacité limitée d'investissement en Inde, tandis que les entreprises indiennes du secteur privé ne seront guère attirées par un marché russe sur-réglementé, dépourvu de secteurs prometteurs.

Les dirigeants des deux pays sont conscients du fait que le niveau de leur relation économique n'est pas à la hauteur de leur partenariat stratégique. C'est pourquoi le président Poutine et le Premier ministre Modi se sont engagés à faire passer les échanges commerciaux entre la Russie et l'Inde à 30 milliards de dollars par an à l'horizon 2025. Une telle ambition semble toutefois difficile à mettre en œuvre, car ces échanges ne progressent que très lentement. Certes, la croissance des investissements des deux côtés peut être envisagée comme l'un des succès de la relation économique bilatérale. La Russie et l'Inde ont réussi à dépasser l'objectif de 30 milliards de dollars d'investissements cumulés pour la période 2000-2018 et comptent porter ce chiffre à 50 milliards de dollars à l'horizon 2025. Cependant, un examen plus attentif révèle que ces investissements sont presque exclusivement liés au secteur de l'énergie.

32. « Statistiques du commerce extérieur », Ministère indien du Commerce : http://commerce.gov.in ; « Commerce extérieur de la Fédération de Russie », Service fédéral des douanes de la Fédération de Russie, www.customs.ru.

La coopération énergétique

L'Inde est le troisième plus grand consommateur mondial d'énergie. Pour assurer son développement durable, elle devra impérativement relever le défi de la sécurité énergétique. La coopération énergétique russo-indienne reste une dimension fondamentale du partenariat stratégique bilatéral. Depuis la période soviétique, l'énergie, tout comme la défense, constitue un moteur essentiel de la relation entre les deux pays.

Leur coopération est particulièrement dynamique dans le domaine de l'énergie nucléaire civile, la Russie étant la seule grande puissance à construire des centrales nucléaires en Inde. Bien que des pays comme les États-Unis et la France aient conclu des accords de partenariat avec l'Inde dans ce secteur, leurs entreprises n'ont pas réussi, pour diverses raisons, à s'implanter sur le marché indien. Pour sa part, l'agence russe Rosatom a achevé la construction des deux premières unités de production de la centrale nucléaire de Kudankulam au Tamil Nadu. En 2017, la deuxième tranche du projet (la construction des troisième et quatrième unités) a été lancée et un accord prévoyant la construction de deux autres unités a été signé. Un autre jalon dans ce domaine a été posé début 2018 avec un accord portant sur la collaboration russo-indienne dans des pays tiers. Le premier projet de ce type a été déployé au Bangladesh, où la Russie et l'Inde ont commencé à développer conjointement le projet de centrale nucléaire de Rooppur. Des entreprises indiennes devraient participer aux travaux de construction et d'installation, ainsi qu'à la fourniture de matériaux et d'équipements de « catégorie secondaire[33] ». En outre, lors du sommet bilatéral annuel d'octobre 2018, les deux parties ont élaboré un plan d'action soulignant leur intention de « développer un deuxième projet de six centrales nucléaires sur un nouveau site en Inde, améliorer la coopération dans les pays tiers et collaborer sur les nouvelles technologies nucléaires[34] ». Conformément à cet accord, la Russie s'est engagée à offrir des réacteurs VVER de génération 3+ et à accroître le niveau de participation de l'industrie indienne et l'implantation locale du projet[35].

La coopération entre les industries du pétrole et du gaz des deux pays est portée par des investissements importants. Les entreprises publiques indiennes ont investi 15 milliards de dollars dans des projets pétroliers et gaziers russes depuis 2001. ONGC Videsh Ltd détient une participation

33. « Russia, Bangladesh and India Sign Memorandum on Trilateral Cooperation in the Implementation of the Rooppur NPP Construction Project », Rosatom, 1er mars 2018, www.rosatom.ru.
34. D. Roy Chaudhury, « India, Russia Sign Civil Nuclear Action Plan for Second Plant; Third Country Project », *The Economic Times*, 5 octobre 2018, https://economictimes.indiatimes.com.
35. *Ibid*.

de 20 % dans le projet Sakhaline-1 en Extrême-Orient russe et, depuis 2016, un consortium regroupant Indian Oil Corporation (IOC), Oil India Ltd et Bharat PetroResources Ltd (BPRL) investit dans les champs pétrolifères de Taas-Yuryakh et de Vankor. En 2017, Rosneft est devenu l'actionnaire majoritaire de la société privée Essar Oil[36] pour environ 13 milliards de dollars. Il s'agit du plus important investissement direct étranger unique jamais réalisé en Inde[37]. Les deux pays ont l'intention de poursuivre à l'avenir les investissements dans leurs secteurs pétrolier et gazier respectifs. Les entreprises d'hydrocarbures indiennes devraient continuer à investir dans le gisement de Vankor et dans d'autres projets énergétiques, notamment Far East LNG, Arctic LNG 2 et d'autres projets de développement des ressources naturelles en Sibérie, à Yamal et sur le plateau continental[38].

Les importations de gaz naturel liquéfié (GNL) en provenance de Russie ont conféré une nouvelle dimension aux liens énergétiques bilatéraux. Conformément au contrat de 20 ans signé entre Gail India Ltd et Gazprom en octobre 2012 et révisé en janvier 2018, l'Inde recevra 2,5 millions de tonnes de GNL russe par an. La première cargaison a été livrée en juin 2018. Il est important de noter que l'Inde est parvenue à obtenir un prix avantageux pour cet approvisionnement en GNL russe, qui lui revient moins cher que le GNL importé du Qatar, d'Australie et des États-Unis[39].

Vers une utilisation croissante des devises nationales dans les transactions

L'idée d'accroître l'utilisation des monnaies nationales, voire de remplacer le dollar dans les transactions bilatérales n'est pas nouvelle. Cependant, depuis 2018, elle est revenue au premier plan dans le discours officiel de Moscou, du fait de l'adoption de sanctions américaines plus sévères contre la Russie, puis du retrait des États-Unis de l'Accord de Vienne sur le nucléaire iranien (JCPoA). Les restrictions imposées aux secteurs russes de la défense et de l'énergie sont venues rappeler la vulnérabilité de Moscou à l'égard du système financier américain et des décisions prises à Washington. Les sanctions que l'administration Trump a prises contre

36. Essar Oil Ltd a été renommée Nayara Energy Ltd. en juin 2018.
37. « Essar Oil Completes $13 Billion Sale to Rosneft-Led Consortium in Largest FDI Deal », *The Economic Times*, 22 août 2018, https://economictimes.indiatimes.com.
38. « Russia Ready to Consider Joint Work with India in Energy Projects – Putin », Sputnik, 5 octobre 2018, https://sputniknews.com.
39. « India Gets Cheapest LNG as Russia's Gazprom Begins Supplies », *The Times of India*, 4 juin 2018, https://timesofindia.indiatimes.com.

l'Iran ont incité la Russie et d'autres pays, ainsi que l'UE, à rechercher des moyens de contourner ces restrictions. Dénonçant les « actions unilatérales des États-Unis », Moscou a nettement intensifié sa critique de la prépondérance du dollar américain dans le commerce mondial. Le vice-ministre des Affaires étrangères, Sergueï Riabkov, a ainsi déclaré : « Nous devons passer des paroles aux actes, cesser d'utiliser le dollar dans nos échanges et chercher d'autres solutions[40] ». De son côté, le président Poutine a affirmé en décembre 2018 : « Nous ne cherchons pas à nous détourner du dollar, c'est le dollar qui se détourne de nous[41] ». Les efforts de la Russie en faveur de la dédollarisation semblent combiner géoéconomie et géopolitique, au moment où les sanctions américaines frappent plus durement la Russie et ses partenaires, ne laissant à Moscou d'autre option que de trouver une alternative aux règlements en dollars dans ses échanges internationaux.

Depuis 2014, la Russie et l'Inde évoquent régulièrement la possibilité d'effectuer leurs paiements réciproques en monnaies nationales. Mais ces intentions affichées ont longtemps tardé à se traduire en mesures pratiques. Pour Moscou, ces discussions étaient avant tout motivées par des considérations politiques s'inscrivant dans sa confrontation globale avec Washington. New Delhi, pour sa part, s'est toujours montré réticent à l'idée de commercer davantage en roubles et en roupies, pour plusieurs raisons, à commencer par son absence de différends sérieux avec les États-Unis. Sur cette question, l'Inde suivait la même logique que pour les BRICS : New Delhi était certes favorable à la recherche d'alternatives à l'ordre économique international dominé par l'Occident, sans pour autant chercher à renverser l'ancien système. En outre, les plus grandes banques et entreprises publiques et privées indiennes sont largement mondialisées et étroitement liées aux institutions bancaires et au système financier américains. Enfin, une autre préoccupation de l'Inde, probablement partagée par les structures commerciales russes, était liée à l'instabilité des deux monnaies nationales, compte tenu notamment de la dépréciation spectaculaire que le rouble avait connue au cours des années précédentes.

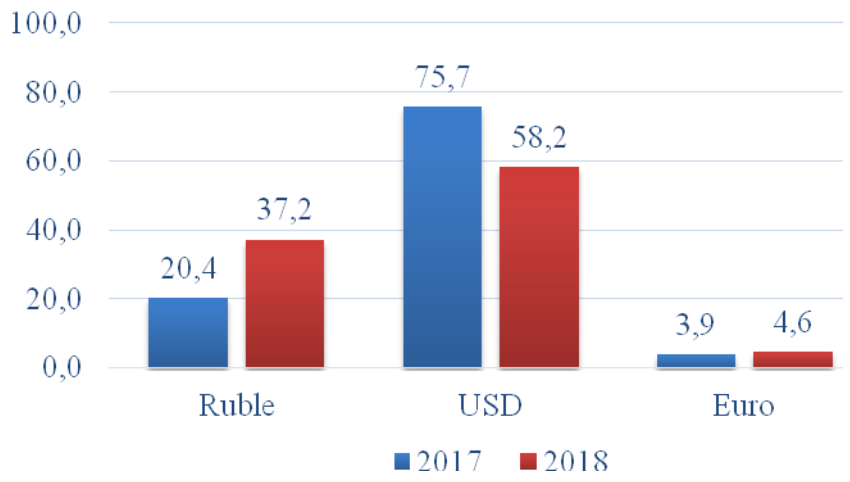
La situation a changé avec l'adoption de la législation CAATSA. Cette évolution a incité la Russie et l'Inde à rechercher les moyens de poursuivre leurs échanges en matière de défense, domaine fondamental de leur coopération bilatérale. Par conséquent, le contrat relatif à la fourniture à l'Inde de cinq batteries S-400, évalué à environ 5,4 milliards de dollars,

40. « Time Has Come for Russia to Finally Ditch US Dollar – Foreign Ministry », RT, 24 août 2018, www.rt.com.
41. « Putin : u nas net celi uhodit' ot dollara, dollar uhodit ot nas » [Poutine : nous ne cherchons pas à nous détourner du dollar, c'est le dollar qui se détourne de nous], *Kommersant*, 28 novembre 2018, www.kommersant.ru.

aurait été libellé en roubles[42]. L'augmentation de la part des règlements en roubles et en roupies représente néanmoins un processus d'autant plus complexe qu'il sera affecté, entre autres, par l'asymétrie des échanges commerciaux bilatéraux.

En 2017, la Russie et l'Inde sont parvenues à libeller environ 20 % de leurs échanges en roubles, la majeure partie du commerce bilatéral continuant d'être libellée en dollars. Près de 76 % des paiements de l'Inde à la Russie ont ainsi été effectués en monnaie américaine (Graphiques 2 et 3). En 2018, la situation a commencé à changer, la proportion des échanges en dollars américains tombant à 58,2 % (82 % en 2015). La part du dollar américain dans les paiements russes à l'Inde était légèrement inférieure (70 % en 2015, 68 % en 2018). Cette différence s'explique par le fait que la Russie utilise davantage l'euro et, vraisemblablement, la roupie indienne. L'introduction de monnaies alternatives dans les transactions bilatérales reste un processus très lent.

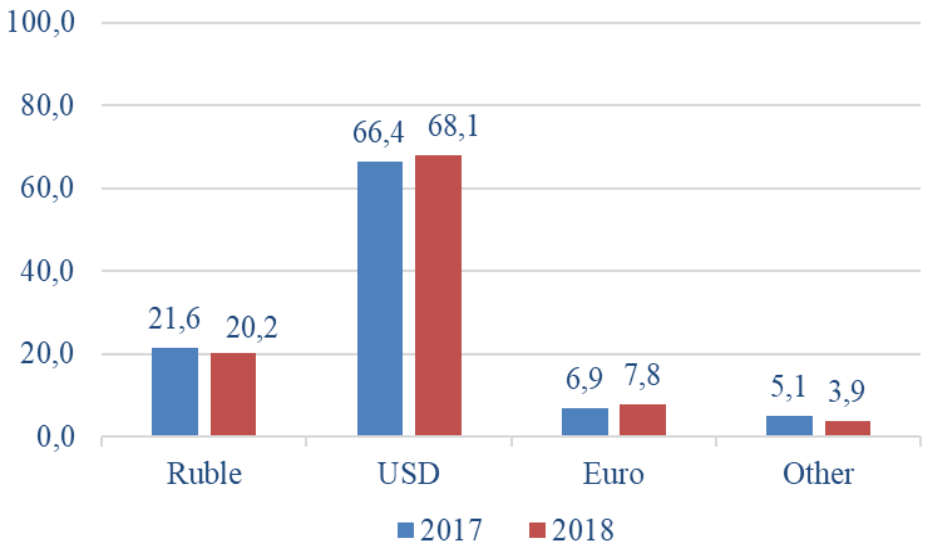
Graphique 2. Composition en devises des paiements des biens et services en 2017-2018 : entrées de devises en provenance d'Inde (en pourcentage du total)



Source : Banque centrale de la Fédération de Russie, www.cbr.ru.

42. « Russia Inked S-400 Deal with India in Rubles, Says Deputy PM », TASS, 31 octobre 2018, http://tass.com.

Graphique 3. Composition en devises des paiements des biens et services en 2017-2018 : sorties de devises vers l'Inde (en pourcentage du total)



Source : Banque centrale de la Fédération de Russie, www.cbr.ru.

Comme le montrent ces graphiques, en dépit des déclarations officielles des deux parties, la « dédollarisation » se révèle en effet difficile et longue à mettre en œuvre. Toutefois, dans la mesure où la première série de S-400 devrait être livrée à l'Inde en octobre 2020, la part du rouble dans le commerce bilatéral semble vouée à augmenter. Le recours au dollar américain pourrait considérablement se réduire si la Russie et l'Inde parvenaient à conclure de nouveaux grands contrats de défense en roubles ou d'autres monnaies[43]. Selon les chiffres publiés par la Banque centrale russe, la part des paiements en roubles dans les importations indiennes s'est élevée aux deuxième et troisième trimestres de 2018 respectivement à 35,8 % et 41 % ; au quatrième trimestre, avec 53,2 %, elle a même dépassé la part du dollar[44]. L'utilisation de la monnaie russe par l'Inde a donc connu une augmentation substantielle. Cependant, il n'est pas certain que cette tendance soit durable, compte tenu de la grande volatilité du rouble et du fait que l'Inde affiche un déficit commercial de 6,5 milliards de dollars avec la Russie.

43. Outre les roubles russes, les deux parties envisageaient d'effectuer des transactions en euros et en dollars singapouriens.

44. « Currency Composition of Settlements for Goods and Services », Banque centrale de la Fédération de Russie, www.cbr.ru.

Le passage aux monnaies nationales dans le partenariat russo-indien relève davantage de la nécessité que du choix. Quand ils disposaient encore d'une certaine marge de manœuvre, les deux pays évoquaient cette possibilité pour faire progresser leurs intérêts mutuels. Depuis que les sanctions américaines menacent leur coopération en matière de défense, Moscou et New Delhi sont désormais contraints d'utiliser de plus en plus la roupie, le rouble et des mécanismes alternatifs. Il reste cependant à voir s'ils parviendront à surmonter les difficultés liées au contournement du dollar et si cette pratique s'inscrit dans la durée.

Conclusion

La Russie a depuis longtemps tendance à tenir pour acquise sa relation avec l'Inde. Cette dernière est avant tout considérée comme un partenaire historiquement fiable dans de nombreux forums multilatéraux, tandis que la relation bilatérale est relativement peu investie. Pour cette raison, les décideurs russes n'ont pas pris la pleine mesure du potentiel de l'Inde en tant que puissance en devenir et n'ont pas su insuffler suffisamment d'énergie dans la relation bilatérale. Bénéficiant d'une position dominante dans le secteur de la défense, la Russie n'est pas parvenue à consolider sa position et à élever le niveau de son partenariat avec l'Inde. Les liens économiques entre les deux États sont restés faibles, malgré quelques progrès en matière de coopération énergétique.

Certes, la montée des incertitudes géopolitiques et les conséquences des sanctions américaines ont forcé New Delhi et Moscou à repenser leur relation et à intensifier leurs rapports bilatéraux. Toutefois, les sanctions empêcheront sans doute les deux pays de nouer des liens économiques plus étroits. Par ailleurs, les entreprises privées indiennes investissaient déjà peu dans l'économie russe avant l'instauration des sanctions. À présent que celles-ci ont été mises en place et que des mesures supplémentaires plus sévères pourraient être appliquées, le secteur privé indien est encore moins désireux de traiter avec ses homologues russes placés sur liste noire. D'un point de vue politique, l'adoption des sanctions n'a pas miné, mais plutôt renforcé la relation bilatérale. Le risque de perdre un débouché crucial pour ses exportations militaires a incité la Russie à reconsidérer son approche vis-à-vis de l'Inde. Pour sa part, New Delhi, au-delà de sa dépendance vis-à-vis du matériel militaire d'origine russe, a besoin de l'appui de Moscou face aux décisions imprévisibles de l'administration Trump en Asie du Sud et du Sud-Est, ainsi qu'au Moyen-Orient. Pour ces raisons, le dialogue politique indo-russe sera certainement préservé à court terme.

Malgré sept décennies de coopération stratégique, le partenariat entre les deux pays reste incomplet. S'ils n'établissent pas de liens économiques significatifs, leur relation restera essentiellement centrée sur les aspects politiques et géopolitiques, de défense et de sécurité. Le fait que la coopération soit essentiellement mise en œuvre au niveau des gouvernements, tandis que le secteur privé, la société civile et les citoyens n'y prennent part que de façon marginale, constitue un frein majeur à son

développement. En outre, pour parvenir à un partenariat solide, les deux États doivent renforcer leurs économies. Seule la vigueur de leurs économies respectives pourrait favoriser les relations d'affaires, les échanges commerciaux, le tourisme et les relations interpersonnelles à différents niveaux. Or la Russie, aussi puissante soit-elle sur le plan militaire, affiche des performances économiques en dents de scie. De son côté, malgré son économie en forte croissance, l'Inde ne joue pas un rôle moteur dans le dialogue bilatéral. Au vu de la faiblesse actuelle des liens économiques, seule une politique nettement plus volontariste de part et d'autre pourrait stimuler les interactions bilatérales dans de nouveaux domaines.

Les dernières publications de *Russie.Nei.Visions*

- P. Baev, « La modernisation nucléaire russe et les "supermissiles" de Vladimir Poutine. Vraies questions et fausse posture », *Russie.Nei.Visions*, n° 115, Ifri, août 2019.
- A. Kalika, « Le "grand retour" de la Russie en Afrique ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 114, Ifri, avril 2019.
- M. Laruelle, « Les milices russes et leur utilisation à l'intérieur et à l'étranger », *Russie.Nei.Visions*, n° 113, Ifri, avril 2019.
- N. Rolland, « La Chine dans les pays d'Europe orientale et du Caucase du Sud. Un entrisme sur la pointe des pieds », *Russie.Nei.Visions*, n° 112, Ifri, décembre 2018.
- B. Kunz, « L'Europe du Nord face au défi stratégique russe : quelles réponses politiques et militaires ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 111, Ifri, octobre 2018.
- E. Vardanean, « La Moldavie entre la Russie et l'Occident. L'intégration européenne à l'épreuve des fractures intérieures », *Russie.Nei.Visions*, n° 110, Ifri, août 2018.
- D. Adamsky, « La campagne syrienne de Moscou : évolution de l'art stratégique russe », *Russie.Nei.Visions*, n° 109, Ifri, juillet 2018.
- B. Lo, « Vladimir Poutine et la politique étrangère russe : entre aventurisme et réalisme ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 108, Ifri, juin 2018.
- P. Baev, « L'évolution de la politique russe en matière de lutte antiterroriste : de la Tchétchénie à la Syrie », *Russie.Nei.Visions*, n° 107, Ifri, avril 2018.
- J.-R. Raviot, « Le "poutinisme" : un système prétorien ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 106, Ifri, mars 2018.

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique (ou recevoir davantage d'informations), merci d'écrire à l'adresse suivante : souin@ifri.org

ifri
1979
2019
Institut français
des relations
internationales